

Patrick Henningsen : comment une défaite américaine ferait de l'Iran une puissance mondiale

Patrick Henningsen explique comment la défaite des États-Unis a propulsé l'Iran dans le rang des puissances mondiales. Regardez Patrick Henningsen, aimez et abonnez-vous à sa chaîne YouTube : www.youtube.com/@21stCenturyWireTV Visitez également le Substack de Patrick ici : patrickhenningsen.substack.com Découvrez tout le travail de Patrick Henningsen et de son équipe ici : www.21stcenturywire.com Suivez les vidéos quotidiennes de Patrick sur Instagram : www.instagram.com/21wire_media/ Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue dans l'émission. Aujourd'hui, nous recevons Patrick Henningsen, journaliste qui suit de très près la situation au Moyen-Orient ainsi que le conflit en Ukraine. Merci d'être avec nous.

#Patrick Henningsen

Ravi d'être avec vous, Glenn.

#Glenn

Je voulais parler de cette nouvelle escalade, à la fois contre l'Iran et contre la Russie. Je crois que beaucoup de gens ne réalisent pas à quel point la situation est devenue incontrôlable. Commençons par l'Iran, parce que, ces dernières vingt-quatre heures, on a vu les États-Unis frapper l'Iran, y compris au moins deux réservoirs d'eau, ce qui a privé des dizaines de milliers de personnes d'accès à l'eau. Et l'Iran a riposté contre des bases américaines à Bahreïn, au Koweït et en Jordanie, peut-être même ailleurs. Comment comprendre cette nouvelle phase d'escalade ? Parce que les États-Unis ont déjà combattu les Iraniens pendant cette guerre de trente-neuf jours. Washington était dans une position très difficile. Ils voulaient vraiment un cessez-le-feu, et on le sait. C'est pour ça que Trump avait accepté le plan en dix points de l'Iran comme base de discussion. Oui, il est revenu dessus par la suite, mais alors, comment comprendre ce que font les États-Unis aujourd'hui ?

#Patrick Henningsen

Eh bien, ce n'est pas facile. Vraiment pas facile. Il faudrait presque des superpouvoirs pour y arriver aujourd'hui. Mais ce qui rend cette discussion compliquée, c'est que je ne suis pas totalement convaincu. J'ai étudié ce président pendant des années, j'ai étudié son cercle de conseillers en politique étrangère, et plus largement l'administration Trump. Et je ne suis pas convaincu qu'ils veuillent un cessez-le-feu, malgré la rhétorique qu'on peut entendre de la part de Trump, et la manière dont les médias se sont, en quelque sorte, alignés sur le rythme imposé par son administration — à travers ses tweets, les réactions, les actions, et les indignations. Puis vient une résolution, ensuite un nouveau faux pas, et encore une nouvelle indignation.

Ce contrôle incroyable du cycle médiatique... Alors, je ne suis pas convaincu que les États-Unis veuillent vraiment un cessez-le-feu. Je vais même aller plus loin que ça, Glenn. Oui. Je ne suis pas convaincu que l'administration actuelle comprenne vraiment ce qu'est un cessez-le-feu, dans un cadre diplomatique traditionnel. Et donc, ils en parlent – et les médias, à l'international aussi, suivent le mouvement. Ils disent : « Ah, on est proches d'un accord. » « On veut un accord. » « Ils veulent un accord. » « Tout le monde veut un accord. » « On est proches d'un accord. » Mais un accord, ce n'est pas un cessez-le-feu. Un accord, ce n'est pas un véritable compromis. Et un accord, ce n'est certainement pas un traité. Et c'est bien là le problème. Ils ont redéfini le langage autour de tout ça, d'une manière qui empêche en fait toute négociation réellement constructive.

Et si on regarde le bilan, Glenn, tu as mentionné la Russie, l'Ukraine, tu as parlé de la situation avec l'Iran, et j'ajouterais Gaza, le conflit israélo-gazaoui, dans lequel les États-Unis sont intervenus immédiatement — cette administration essayait de jouer les médiateurs dès le jour de son investiture. Ils ont complètement échoué sur tous les fronts, et ça s'est terminé en désastre. Et on peut se demander : est-ce que c'est voulu ? Parce que, franchement, est-ce que cette administration a la moindre intention de faire ce qu'il faut, en matière de diplomatie, de relations d'État ? On a l'impression qu'il y a ici une politique de non-diplomatie, à la Maison-Blanche, dans ce gouvernement. Et ça, c'est renforcé par un Congrès et un Sénat, républicains comme démocrates, très va-t-en-guerre, et par des médias que je trouve, pour la plupart, complètement embrouillés. Il y a bien quelques personnes intelligentes dans les médias qui disent peut-être ce que je dis, mais pas beaucoup.

C'est justement l'un des problèmes de cette discussion, Glenn. Je ne pense pas qu'il y ait la moindre chance d'obtenir ce que j'appelle un règlement négocié, ou un accord de paix — que d'autres appellent simplement un deal. Un deal, à ce stade, franchement, on devrait tous reconnaître que, dans le langage Trump, ça ne veut rien dire. Ça ne sert à personne. Ça n'existe pas vraiment. C'est quelque chose d'éphémère, sans substance. Regardez la situation entre la Russie et l'Ukraine. Combien de soi-disant deals potentiels ? Des "on est proches d'un accord sur les minerais", "on a un deal", "le sommet en Alaska", "tout semble bien parti"... Et au final, rien n'avance. Et je pense que c'est exactement la même chose ici. C'est le même scénario que pour Gaza, ou pour n'importe quel autre conflit qui surgit. Ce sera toujours pareil. Voilà, c'est un peu ma vision pessimiste de tout ça.

#Glenn

Oui, il y a un autre aspect à tout ça. C'est la capacité des États-Unis à se présenter comme médiateur. Je trouve ça assez extraordinaire, parce que, comme vous l'avez dit, avec la guerre en Ukraine, on oublie que pendant des années, les États-Unis ont été ceux qui finançaient toutes ces ONG, pour essayer de construire, disons, une opposition anti-russe. Et c'est bien l'Amérique qui a dirigé le coup d'État de deux mille quatorze. Ce sont les Américains qui ont sapé l'accord de Minsk pendant sept ans, tout en renforçant l'armée ukrainienne, en la formant, en la préparant à cette guerre, en visant le Donbass. Ce sont les États-Unis qui ont, en gros, aidé à renverser les résultats de l'élection de deux mille dix-neuf. Ce sont eux aussi qui ont saboté l'accord de paix d'Istanbul en avril deux mille vingt-deux. Et aujourd'hui encore, c'est le pays qui a la plupart des planificateurs militaires installés là-bas, en Allemagne.

Ils fournissent le renseignement, les armes, le ciblage... tout. Et pourtant, ils se présentent comme des médiateurs. Et là, j'ai vu, il y a deux jours ou quelque chose comme ça, un autre article disant que les États-Unis allaient essayer de négocier un accord entre Israël et l'Iran. Franchement ? C'est presque impressionnant. Mais il semble que ça ait fonctionné avec les Russes, parce qu'ils pensaient vraiment que les États-Unis... qu'ils voyaient en Trump une vraie possibilité de changement. Qu'il voulait vraiment mettre fin à cette guerre. Qu'il avait compris qu'il y avait une nouvelle répartition du pouvoir. Que les États-Unis et la Russie n'étaient pas obligés d'être des adversaires. Qu'il pouvait arrêter cette expansion de l'OTAN aux frontières russes, parce que ça consommait trop de ressources américaines et que ça poussait la Russie beaucoup trop vers la Chine.

Ils pensaient vraiment que c'était ce que l'Amérique voulait. Mais en réalité, on dirait que tout ce qu'il a fait, c'est de prendre une guerre à haute intensité et, eh bien, de la refiler aux Européens et aux Ukrainiens. En gros, il a pris un peu de distance, et il s'est transformé, plus ou moins, en médiateur. Alors, est-ce que tu penses qu'ils font quelque chose de similaire avec l'Iran ? Parce que là-bas, on n'a pas l'impression qu'ils cherchent la paix. Je ne crois pas qu'aucun accord de paix leur conviendrait, d'ailleurs. Mais on dirait que leur objectif, c'est de transformer une guerre à haute intensité en une guerre à basse intensité. Une guerre qu'ils peuvent gérer, où ils peuvent peu à peu étouffer les Iraniens, sans manquer d'armes ni voir tous leurs alliés partir en fumée. Je me demande quelle est vraiment leur stratégie, pour le dire simplement.

#Patrick Henningsen

Bien sûr. Je vais passer de l'un à l'autre, parce qu'il y a beaucoup de points dans ce que vous venez de dire. L'un d'eux, c'est que les États-Unis n'ont pas vraiment le choix : ils doivent prolonger un conflit de faible intensité avec l'Iran. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont plus assez de munitions. Leurs stocks de défense antimissile sont au plus bas. Ils doivent littéralement déshabiller Pierre pour habiller Paul, un peu partout dans le monde, en ce qui concerne les fournitures militaires américaines. Il leur faudra des années pour revenir à des niveaux d'avant-guerre, si on peut dire ça comme ça. Et c'est pareil pour Israël. Donc, d'une certaine manière, cette situation leur convient. Et

je ne serais pas surpris que ce soit justement la stratégie qu'ils adoptent en ce moment. La plus grande illusion, comme vous l'avez souligné, c'est cette idée que les États-Unis seraient neutres, qu'ils seraient une partie indépendante, séparée d'Israël.

Non, absolument pas. S'ils voulaient vraiment avoir du poids, ils menaceraient tout simplement d'arrêter de fournir Israël. Et ce n'est pas seulement une question de livraisons. Il y a tout le soutien technique que les États-Unis apportent, minute par minute, sur le terrain en Israël — le personnel américain, les centres de commandement conjoints qu'ils gèrent ensemble. Les gens ne se rendent pas compte à quel point les États-Unis et Israël sont étroitement liés, y compris pour tout le système du Dôme de fer, qui est en réalité un système américain, ou du moins qui l'était au départ. Il y a maintenant des composants israéliens, bien sûr, mais les États-Unis ont longtemps fourni, exploité et géré tout le système du Dôme de fer, jusqu'à un certain moment où Israël y a pris une part beaucoup plus active — mais toujours avec une implication américaine. Et ça, c'est juste un exemple.

Et ça, c'est sans même parler du soutien en ravitaillement air-air que les États-Unis apportent à Israël. En fait, il semble qu'ils l'aient fait ces derniers jours, au-dessus de l'espace aérien saoudien. D'après les rapports, des F-35 auraient été ravitaillés par les Américains au-dessus de l'Arabie saoudite pour frapper l'Iran. C'est évidemment un sujet très sérieux. Mais tout ça n'est pas séparé. Ils ne peuvent pas faire semblant que ça l'est — pas de manière crédible, en tout cas. Ils peuvent le faire dans le cadre du discours politique et médiatique occidental, oui. Parce qu'en général, en Occident, les gens sont assez naïfs pour ne pas voir à quel point les États-Unis agissent ici de façon sournoise. Mais le reste du monde, lui, n'est pas dupe. Un exemple parfait : revenons à la Russie et à l'Ukraine. Je pense que beaucoup d'analystes de la Russie, en Occident, diraient aujourd'hui qu'ils se sont fait berné par Washington.

Et j'ai vu certains analystes russes, en Russie même, dire la même chose : qu'ils se sont fait duper par Trump, qu'ils ne sont pas sérieux quand ils parlent de vraies négociations avec les États-Unis. Moi, je ne crois pas que ce soit le cas. Je pense que la Russie a compris — de façon très cynique — qu'on ne peut pas vraiment faire de vraie diplomatie ni de vraies négociations avec les États-Unis. Donc, à mon avis, la Russie a très habilement géré Trump. Et elle s'est simplement résignée à la réalité : elle doit faire ce qu'elle a à faire sur le terrain, tirer de ses interactions avec les États-Unis tout ce qu'elle peut en termes d'avantages pour elle-même, tout en gardant Washington satisfait. Et la preuve parfaite de tout ça, c'est que les États-Unis ont déployé un faux corps diplomatique, sans aucun poste officiel au Département d'État : Steve Wyckoff et Jared Kushner. Et qu'a fait la Russie ?

Ils ont envoyé leur propre faux diplomate. Enfin, ce n'est pas vraiment un faux diplomate, mais ce n'est pas non plus un diplomate officiel russe — Kirill Dmitriev. Je crois que j'ai bien prononcé son nom. Il est basé aux États-Unis, très à l'aise avec la communication américaine, il comprend bien la scène politique américaine. C'est lui qui gère la relation. Et ça fonctionne pour Trump. Ça fonctionne aussi pour la Russie. Ce n'est pas idéal. Ce n'est pas idéal, mais ils s'en sont accommodés. Alors il

faut se poser la question : quand le ministre des Affaires étrangères Araghchi ou Pezeshkian se rend à Moscou pour rencontrer la délégation russe, de quoi pensez-vous qu'ils parlent ? Je peux vous dire qu'une partie de la conversation portera sur une seule chose : comment gérer les États-Unis.

La Russie a intégré cette imprévisibilité, et ce que Sergueï Lavrov avait formulé il y a quelques années : que les États-Unis ne sont pas capables de tenir un accord. C'est une déclaration audacieuse, incroyable, historique. Et ça marque un vrai changement de paradigme dans les relations internationales entre ces puissances. Je pense que l'Iran aussi a désormais intégré la manière d'agir des États-Unis. Ils gèrent la relation avec Washington, mais d'une façon sans doute beaucoup plus complexe, parce qu'ils sont actuellement en conflit direct. Pourtant, ils continuent à le faire, et je pense qu'ils s'en sortent plutôt bien. L'Iran reprend cette doctrine russe qui consiste à toujours laisser la porte ouverte aux discussions.

Pourquoi ? Ce n'est pas seulement dans leur intérêt, mais aussi pour envoyer un signal au reste du monde, aux autres puissances, y compris la Chine, ainsi qu'aux alliés potentiels et aux pays neutres, que l'Iran est une puissance raisonnable, conforme aux normes du système international. Et si on regarde le comportement de l'Iran, sa cohérence, sa capacité à soutenir sa dissuasion, ses menaces ou ses déclarations, et sa manière d'agir avec habileté, contrairement aux États-Unis — totalement erratiques, complètement incohérents, hypocrites, revenant sans cesse sur leurs propres déclarations — eh bien, les États-Unis ne sont plus une puissance normative dans le système international.

Mais ce qu'on observe dans les relations internationales, si on prend un peu de recul, c'est que, traditionnellement, dans les études de relations internationales, à l'intérieur de cette unité qu'est le monde, le système a tendance, avec le temps, à pencher du côté des puissances normatives. Et c'est pour ça que je pense que les États-Unis se sont vraiment isolés. En s'attachant à des pays comme Israël, l'Ukraine, ou certains de leurs autres alliés, ils ne vont pas dans le bon sens. Les résultats sont clairs. Regardez où en sont les États-Unis aujourd'hui, en juin. Comparez ça à leur situation du vingt-sept février. Comparez selon trois catégories : sur le plan militaire, politique, intérieur et géopolitique, international, et sur le plan économique, à la fois intérieur et international. En seulement trois mois, leur situation est catastrophique.

Et une grande partie de tout ça, je dirais, fait partie de leur échec. Leur incapacité à comprendre où ils en sont, ce qu'ils font, qui sont leurs alliés, qui sont leurs ennemis, quelle est leur stratégie. L'Iran, lui, montre une stratégie absolument claire. On peut parler des victoires stratégiques de l'Iran, et du génie dont il a fait preuve sous pression — ce génie que l'Iran a montré à la région et au monde. On voit émerger une puissance stratégique normative. Et du côté des États-Unis, on assiste à une spirale de déclin terminale d'un ancien hégémon, empêtré dans une ambiguïté tactique, dans des manœuvres, et qui a complètement perdu le contrôle de son propre portefeuille en matière de politique étrangère et de prise de décision.

#Glenn

Eh bien, je pense que les Russes, depuis leur rencontre avec les Américains à Anchorage, ont commencé à perdre un peu confiance dans la capacité des États-Unis à conclure des accords. Pour moi, ça a vraiment été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et puis, bien sûr, ils se sont aussi tournés vers l'Iran, en tirant les leçons de leur expérience. Et oui, toutes ces discussions, une ou deux fois par semaine, sur le fait qu'ils seraient tout proches d'un accord, avant que Trump ne menace à nouveau de les anéantir... tout ça remet les choses en perspective, parce que c'est en fait une preuve de plus qui vient compléter la manière dont les États-Unis interagissent avec la Russie.

Je pense qu'ils en arrivent maintenant à la conclusion que tout ça, c'est juste n'importe quoi. Et comme vous le dites, c'est bien de discuter avec les États-Unis, de voir si quelque chose peut s'améliorer. Mais en attendant, ça ne change rien sur le champ de bataille. Tout continue comme si ce que disent les Américains, c'était du vent. Et apparemment, les Européens aussi, leur diplomatie, c'est du vent également, on dirait. Enfin, si on regarde la question de l'Ukraine, il faut se rappeler que lorsque les pays de l'OTAN ont déstabilisé l'Ukraine à la fin de deux mille treize, les Européens s'étaient engagés comme garants d'un gouvernement d'unité, à condition que Ianoukovitch accepte alors la formation d'un nouveau gouvernement.

Et ils ont trahi cet engagement dès les toutes premières heures. Ensuite, bien sûr, il y a eu les accords de Minsk, pendant sept ans. Ils ont trahi ceux-là aussi. Ils n'ont rien fait quand l'accord d'Istanbul a été annulé. Et maintenant, évidemment, après avoir boycotté la diplomatie pendant plus de quatre ans, les Européens — ou du moins certains d'entre eux — ont publié ces cinq conditions pour la paix, qui ressemblent franchement à une capitulation. Alors, comment voyez-vous ces cinq conditions pour négocier avec la Russie ? Est-ce que c'est, au fond, une diplomatie de façade, une manière de faire croire que c'est la Russie qui refuse de parler ? Ou comment interprétez-vous tout ça ?

#Patrick Henningsen

Ah oui, tout à fait. Si on regarde bien, il y a eu un vrai effort coordonné. Regardez la couverture médiatique, et aussi les déclarations de plusieurs dirigeants. Je dirais que j'ai commencé à le remarquer il y a environ quatre semaines, avec tous ces articles affirmant que l'Ukraine aurait, comme par magie, renversé la situation sur le champ de bataille. Qu'elle serait en position de force. Qu'elle serait en train de gagner. Et puis il y a eu la lettre de Zelensky à Poutine, le refus de la Russie, et ensuite la réaction de la presse occidentale, bien sûr. En gros, c'était : "voilà une excellente occasion de s'asseoir à la table des négociations, et la Russie l'a rejetée." Et comme seul le camp le plus fort fait ce genre de geste pour la paix, cela voudrait dire que la Russie est le camp perdant.

Bien sûr qu'ils vont le rejeter. Ils ont trouvé une façon de relancer encore une fois ce récit, comme ils l'ont fait à plusieurs reprises au cours des quatre dernières années : celui selon lequel l'Ukraine est en train de gagner. Et en faisant ça, on peut ensuite accuser l'autre camp de refuser les occasions de paix. C'est ça, la guerre virtuelle. Ce n'est pas la vraie guerre, c'est la guerre virtuelle. Et c'est

celle que les Européens mènent depuis quatre ans, en tournant en rond, en essayant différentes versions de la même chose. Et comme tu l'as très bien souligné, Glenn, personne ne veut parler de tout ce qui s'est passé avant le vingt-quatre février deux mille vingt-deux, de tous les événements qui ont conduit à ça. Et ils n'écouteront rien de ce que la Russie dit à ce sujet.

On dirait qu'on a complètement effacé de la mémoire la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'ONU. Comme si elle n'avait jamais existé. Jamais eu lieu. Et les accords de Minsk ? Pareil, inexistantes. De quoi parlez-vous ? Ce serait juste une théorie du complot. Personne ne veut en parler, parce que dès qu'on commence à en discuter, et même si on remonte à Yanoukovitch et aux accords avec l'Union européenne avant Maïdan, dès qu'on remet tout ça dans une perspective plus large, c'est très clair qui a déclenché une guerre civile en Ukraine. C'était bien une guerre civile. Elle a été violente. Et quand un pays traverse une guerre civile violente, il se passe toujours la même chose dans l'histoire : les États se fragmentent. Et souvent, les pays voisins y jouent un rôle.

Ça a souvent à voir avec des enclaves ethniques. Ce n'est pas une surprise dans l'histoire. Ce n'est pas une surprise non plus dans les relations internationales. Mais les Européens et les Occidentaux ont choisi cette vision commode, celle qui consiste à ne rien vouloir voir de tout ça. Pour eux, l'histoire commence le vingt-quatre février deux mille vingt-deux. Et à partir de là, ils reprennent leur récit. Point final. La Russie, elle, insiste depuis le début sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes. Et tant qu'on ne s'y attaque pas, à ces causes-là — celles que vous avez mentionnées, mais aussi ce qu'a fait l'Ukraine entre-temps —, c'est-à-dire attaquer la Russie, tuer des civils russes, frapper la dissuasion nucléaire russe... et je pourrais en citer bien d'autres exemples.

Une fois que cette phase d'hostilités a commencé, eh bien, on ne peut plus vraiment prétendre avoir une supériorité morale. C'est la guerre. Et tout ce discours du genre : « la Russie viole la souveraineté territoriale de l'Ukraine, elle a annexé la Crimée », et ainsi de suite... tout ça, ce ne sont plus des arguments pertinents. Dans le monde réel, celui qu'on pensait être le vrai monde, tout ça n'a plus de poids. Dans ce nouveau monde virtuel, on peut, d'une certaine manière, compartimenter tout ça, choisir ce qu'on veut voir, et rester sur cette ligne de communication, cette sorte de propagande de relations publiques que suit l'Occident, pour présenter la Russie comme un empire du mal, obsédé par l'expansion, prêt à submerger l'Ukraine, puis à avancer vers l'Europe, jusqu'à Calais.

En gros, c'est là-dessus qu'ils misent. Et si on va dans cette direction, il n'y aura pas de règlement négocié. Ils abandonnent la diplomatie. Ils sont favorables à un réarmement de l'Europe. Donc, quand on met tous ces éléments bout à bout, je ne pense pas qu'il y ait la moindre chance, sauf s'il y a une sorte de secousse politique interne en Europe. Ce serait... enfin, je regarde toujours la dimension politique, parce qu'il y a toujours une possibilité. C'est pareil pour Israël. Il y a des facteurs politiques internes, très agités, en Israël, qui pourraient même, temporairement, modifier la trajectoire des ambitions militaires du pays, par exemple au Sud-Liban. Et si ça se produit, ça pourrait aussi transformer toute la dynamique de la région.

Vous savez, beaucoup d'analystes militaires ne prennent pas en compte les dimensions politiques. Mais si on regarde l'Ukraine, ce sont justement ces dimensions politiques qui ont déclenché toute une série d'événements, et qui nous ont menés à cette impasse géopolitique terrible. Donc oui, il faut vraiment prêter attention à l'aspect politique. Et en ce moment, il y a beaucoup de changements en Europe. Même la Bulgarie s'est détachée. Un nouveau gouvernement progressiste est arrivé au pouvoir à Sofia. Et ça, c'est énorme. Et ce qui est assez ironique, c'est que quand Trump est arrivé, ils ont fait cette espèce de grand nettoyage, vous savez, en coupant dans l'aide américaine et tout le reste.

Je parle souvent avec des Républicains, et ils ne comprennent pas ce qu'est l'USAID ni ce qu'elle fait. En réalité, c'est une sorte d'immense cheval de Troie pour la CIA, qui lui permet d'exercer son influence douce, main dans la main avec l'ambassade américaine. Ils financent la plupart des médias en Bulgarie, en Ukraine, et dans beaucoup d'autres pays — la Pologne, par exemple. Sans l'USAID, ils ont perdu pas mal d'influence en Bulgarie, parce qu'ils ont coupé le financement de certains programmes et cessé de les soutenir. Donc, je ne pense pas que ce soit un problème pour la Bulgarie, mais plutôt pour l'empire américain. C'est un peu un but contre son camp. Et ça montre à quel point une grande partie de l'administration Trump actuelle est déconnectée et mal informée.

Ils ne comprennent même pas comment les États-Unis ont réussi à atteindre leur position actuelle dans le monde. En travaillant à travers les institutions multilatérales et les ONG, ils ont tissé un ensemble de pouvoirs doux et intelligents, absolument essentiels. Parce que, une fois qu'on retire ça, il ne reste plus que la force brute, l'intimidation, la coercition, les sanctions, les tarifs douaniers, et tout ce genre de choses. Donc, c'est un peu... je ris en voyant la situation en Bulgarie, parce que la Bulgarie est l'un des piliers les plus importants de l'OTAN. Elle est, sur le plan nominal, culturel et historique, proche de la Russie, plutôt pro-russe. Et les États-Unis ont dépensé des centaines de millions de dollars pour en faire un pays pro-OTAN, tourné vers l'Occident.

Mais c'est toujours sur le fil, et c'est vraiment important. Le nouveau gouvernement ne fournit plus d'armes à l'Ukraine. Et il est aussi très opposé au boycott, ou à l'embargo, sur l'énergie russe que l'Europe impose. Donc, pendant qu'Orbán perd du terrain en Hongrie, ils perdent aussi le contrôle de la Bulgarie. L'Europe centrale, les Balkans, toutes ces régions sont vraiment intéressantes, parce que ça veut dire quelque chose. C'est la ligne de front de la crise ukrainienne. Pour moi, c'est ça qui compte le plus, peu importe ce qu'ils crient à Londres, à Berlin, à Paris, à Bruxelles... et à Oslo, d'ailleurs.

#Glenn

Je sais, c'est cette façon de manipuler la réalité, en fait, qui leur permet de prendre énormément de pouvoir. Mais beaucoup de tout ça, tu vois, c'est fait complètement au grand jour. Par exemple, tous les documents sur la création du National Endowment for Democracy... Cet organisme a été fondé sous Reagan, en coopération avec la CIA, en mille neuf cent quatre-vingt-trois. L'idée, selon leurs

propres mots, c'était que plutôt que de mener des opérations secrètes avec la CIA, ils pouvaient agir à découvert, en menant toutes leurs activités sous couvert de promotion de la démocratie. Tout ça est évident, tu vois. Et après qu'ils ont renversé le gouvernement en Ukraine, quelle est la première chose qu'ils font ?

Encore une fois, les ONG sont utilisées pour renverser le gouvernement, puis elles se trouvent un nouveau rôle après coup. Et que font-elles ensuite ? Eh bien, elles financent tous les médias. Ce qui était intéressant, quand Trump a coupé, par exemple, le financement de l'USAID, c'est qu'on a découvert que l'USAID finançait entre quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-dix pour cent de tous les médias ukrainiens. Et là, certains journalistes ukrainiens, qui recevaient cet argent, se demandaient : comment faire du journalisme indépendant maintenant, maintenant que les agences de renseignement américaines ne nous paient plus ? Franchement, on ne pourrait pas inventer ça. Mais elles agissent aussi d'autres manières. J'étais justement en Géorgie, à Tbilissi, la semaine dernière. Et là-bas, vous avez l'ancien président de la Géorgie qui se plaint beaucoup.

Les dirigeants actuels, le Premier ministre et le président, étaient tous les deux à la même conférence que moi. Eux aussi mettent en garde, comme toujours, en disant que les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN chercheraient à renverser le gouvernement en Géorgie à travers des ONG, pour ouvrir un second front contre la Russie, en envoyant leurs jeunes hommes se faire broyer dans la machine de guerre. Mais l'ancienne présidente, à l'époque où la Géorgie était sous contrôle de l'OTAN, est en fait entrée dans le pays en tant que citoyenne française. Elle était ambassadrice de France en Géorgie, et après cette Révolution des Roses, soutenue par les mêmes ONG, elle a pris la nationalité géorgienne alors qu'elle était encore ambassadrice de France en Géorgie. Franchement, on ne pourrait pas inventer une histoire pareille.

#Patrick Henningsen

Elle ne parlait même pas géorgien. Elle ne savait même pas le parler. Non.

#Glenn

Elle n'avait pas besoin de parler géorgien, mais on lui a quand même donné la citoyenneté. Et ensuite, elle est passée directement au poste de ministre des Affaires étrangères de la Géorgie. Plus tard, elle est même devenue présidente. Donc, en gros, un jour, vous représentez les intérêts français en Géorgie, et le lendemain, vous représentez la Géorgie elle-même. Apparemment, ça ne pose aucun problème. Et, vous savez, ils ont fait à peu près la même chose en Ukraine. Il y avait Natalie Jaresko, qui, encore une fois, était citoyenne américaine de naissance. Elle avait travaillé pour le Département d'État, et aussi à l'ambassade des États-Unis à Kyiv. Donc, en clair, elle représentait les intérêts américains en Ukraine après le coup d'État de deux mille quatorze, organisé, encore une fois, par les mêmes ONG. Puis, en deux mille quatorze, elle obtient la citoyenneté ukrainienne. Le même jour, elle devient ministre des Finances de l'Ukraine. Donc, elle ne représente plus les intérêts américains en Ukraine, maintenant elle représente l'Ukraine. Enfin, c'est juste...

#Patrick Henningsen

Eh bien, elle représente les intérêts américains de l'intérieur. Mais l'avatar typique de ce qu'on pourrait appeler une sorte de fluidité de genre géopolitique, c'est Mikhail Saakachvili. Il a été parachuté depuis un cabinet d'avocats à New York pour devenir président de la Géorgie. Ensuite, il a été envoyé par John McCain pour devenir gouverneur d'Odessa, afin de laisser les éléments néonazis prospérer et gérer cette instabilité dans le pays, juste au moment du Maidan. Et puis, il a aussi été embauché par Edi Rama comme conseiller à la sécurité nationale de l'Albanie... ou conseiller économique, je ne me souviens plus. Il est partout. Aujourd'hui, je ne sais même pas où il est. Peut-être dans un hôpital psychiatrique, qui sait, après tout ça. Mais oui, ce sont des choses qui, il y a quelques années, auraient été tout simplement inacceptables.

Mais pour une raison ou une autre, c'est devenu presque normal. Pourquoi ? Parce que les Balkans et l'Europe de l'Est ont de gros problèmes de souveraineté. Et ça, c'est en partie le résultat de ce que les États-Unis ont fait. Ils ont, d'une certaine manière, colonisé l'Europe centrale, les Balkans dans une large mesure, et l'Europe de l'Est, avec l'argent américain, à travers l'OTAN. Si on y pense bien — oublions un instant la Géorgie et l'Ukraine — on parle de la Pologne et de plusieurs autres pays. Donc, vous êtes membre de l'Union européenne, membre de l'OTAN, et vous avez une présence militaire directe des États-Unis. Alors, est-ce qu'on peut encore parler de politique étrangère indépendante à ce stade ? Est-ce même possible d'en avoir une ? C'est tout le paradoxe.

Mais les gouvernements n'ont pas besoin d'être tenus responsables dans cette atmosphère de menace russe. Il leur suffit de dire : « Nous sommes petits, nous sommes faibles, nous avons besoin du soutien des États-Unis. » Et là, toute notion de responsabilité disparaît. Tout est présenté dans ce cadre de crise permanente. Ils répètent : « Nous avons besoin des États-Unis, nous avons besoin de l'OTAN. » C'est donc une sorte de boucle auto-entretenu dans laquelle une grande partie de la Nouvelle Europe est piégée. Mais je suis vraiment très encouragé par les récents développements en Géorgie. C'est extrêmement positif de voir que les gens ont pris conscience de ce niveau de manipulation. Et pas seulement en Géorgie — un peu partout dans le monde, beaucoup de ces ONG se retrouvent de toute façon sur liste noire, même si l'USAID a été temporairement privée de financement.

#Glenn

Oui. Eh bien, vous avez mentionné McCain, parce qu'il a été très proche de beaucoup de ces ONG. Et c'est ça le plus ironique dans tout ça : la présidente géorgienne — enfin, la marionnette de l'OTAN — après avoir été forcée de démissionner, elle a trouvé un poste à l'Institut McCain, aux États-Unis. Donc encore une fois, on ne peut pas inventer ça. Mais au moins, là-bas, c'est un peu... enfin, je ne dirais pas que c'est caché — c'est carrément affiché. Mais nos médias, eux, n'en parlent jamais, parce qu'ils pensent que ça nuit à leur récit, que ça contredit ce qu'ils essaient de faire. Alors ils préfèrent toujours défendre leur version des faits en mettant la réalité de côté.

Oui, je sais, je m'éloigne un peu du sujet... mais en Bosnie, en réalité, le pays est géré comme une colonie. Quand la guerre s'est terminée en mille neuf cent quatre-vingt-quinze avec les accords de Dayton, ils ont mis en place ce qu'on appelle les pouvoirs de Bonn. Ces pouvoirs étaient censés servir à appliquer l'accord de paix, c'est-à-dire à créer une Bosnie composée de deux entités : une entité bosniaque-croate et une entité serbe. Donc, deux entités, chacune couvrant à peu près la moitié du territoire bosnien. Et encore une fois, ces pouvoirs de Bonn étaient là pour mettre tout ça en œuvre. Mais ensuite, ils ont en quelque sorte délégué ces pouvoirs à l'Union européenne, qui, depuis, agit un peu comme si elle portait deux casquettes.

Et ensuite, l'Union européenne dit, vous savez, au lieu d'utiliser les pouvoirs de Bonn pour mettre en place le système des entités, elle affirme que, en fait, la seule façon pour la Bosnie d'être en paix, c'est d'adhérer à l'Union européenne. Et qu'elle ne peut y adhérer que si elle démantèle le système des entités. Donc maintenant, ils utilisent ces pouvoirs de Bonn, qui sont en réalité dictatoriaux, pour essayer de démanteler ce système. Et tout ça devait être réglé en deux ans. Ça fait trente et un ans. Je veux dire, ils peuvent révoquer des responsables élus, ils peuvent annuler des lois. En fait, ils dirigent le pays comme une colonie. Et apparemment, ça ne pose aucun problème, parce que tout se fait au nom de la promotion des valeurs libérales et démocratiques. Franchement, c'est à peine croyable.

Bref, oui, je m'é gare. Désolé. Je voulais poser une question très précise sur la situation actuelle en Iran. En fait, comme l'Iran résiste avec autant de force face aux États-Unis et à Israël, ça a un peu fait tomber le mythe d'une puissance absolue de ces deux pays. Et on voit même maintenant une certaine rhétorique émerger du côté de la Turquie. Je ne sais pas si c'est parce que la population réclame un ton plus ferme envers les Israéliens, ou si c'est parce qu'ils perçoivent une faiblesse dans l'armure d'Israël. Mais bon, est-ce que vous pensez que ça peut influencer la manière dont les autres pays de la région traitent Israël ? Parce que, franchement, la rhétorique entre les Israéliens et les Turcs est assez incroyable en ce moment.

#Patrick Henningsen

Oui, eh bien, Naftali Bennett a déclaré récemment — je ne sais plus exactement il y a combien de mois — que la Turquie est le nouvel Iran. Donc il a clairement posé les choses. Mais quand on parle de l'Asie de l'Ouest et des pays islamiques, les trois pays les plus importants pour l'Oumma, c'est-à-dire la communauté musulmane mondiale, ce sont la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Iran. L'Arabie saoudite est la gardienne de La Mecque et de Médine, un rôle absolument central au sein de l'Oumma musulmane. La Turquie, elle, occupait cette position avant la chute de l'Empire ottoman. Ensuite, la Turquie est devenue un État laïc, avec le gouvernement de Mustafa Kemal Atatürk et la révolution qu'il a menée, qui ont orienté le pays dans une certaine direction pendant une grande partie du vingtième siècle.

Quand Erdogan est arrivé au pouvoir, après avoir été maire d'Istanbul, et que le parti AKP a lancé une transition, un plan sur trente ans pour replacer l'islam au cœur du gouvernement turc, de la vie

civique et de la culture, en s'éloignant d'une société turque plus laïque et tournée vers l'Europe... eh bien, c'est un point vraiment important. Erdogan, en quelque sorte, c'était son mouvement «MAGA». Pour la Turquie, c'était son équivalent du «Make America Great Again». Et donc, être le gardien, disons, de la mosquée Al-Aqsa, par exemple — le troisième lieu le plus sacré de l'islam —, la question, c'est : qui, dans le monde musulman, va en être le protecteur ? Le seul pays qui a vraiment pris cette responsabilité, qui s'est affirmé pour défendre l'islam, la Palestine et la Terre sainte, c'est l'Iran. Et ça, ça a créé un vrai problème pour la Turquie, parce que ce n'était pas forcément le cas auparavant.

La Turquie était un peu en deuxième position, en train de rivaliser pour la première place avant ces nouvelles vagues d'hostilités. Alors... maintenant, si on regarde du côté de l'Occident et d'Israël, des médias israéliens et des médias ou organisations politiques dominés par les sionistes, ils essaient toujours de présenter l'Iran à travers un prisme sectaire — chiite. Et en Occident, ils ajoutent toutes sortes d'étiquettes à ça : qu'ils seraient obsédés par la fin des temps, qu'ils veulent mourir en martyrs, que c'est tout ce qui les intéresse. Donc, forcément, on les associe à des kamikazes, à des terroristes, au principal État soutenant le terrorisme dans le monde, et ainsi de suite. Mais quand on écoute la rhétorique des dirigeants religieux iraniens, depuis la création même de la République islamique, eux parlent de l'islam en des termes universels.

Ils ont toujours assumé ce rôle de leadership dans le monde islamique, en plaçant la question morale au cœur même des affaires de l'État. C'est presque inscrit dans leur constitution : ils doivent défendre explicitement toute personne opprimée ou persécutée dans le monde. Et cela ne concerne pas seulement les pays musulmans. Ça peut être le Venezuela, ça peut être Cuba, mais c'est surtout la Palestine, Gaza, le peuple du Liban aussi... et la liste continue. Les gens en Occident ne peuvent pas comprendre — et les États du Golfe encore moins — comment on peut adopter une telle position, parce qu'eux-mêmes n'oseraient jamais, ni même n'envisageraient, de prendre une position fondée sur la morale.

À la place, on a toutes ces fausses doctrines pseudo-impériales, comme la «Responsabilité de protéger» et d'autres concepts du même genre, qu'on a inventés en Occident pour se donner une image morale, celle de défenseurs de la démocratie, et ainsi de suite. Et l'Iran, la République islamique d'Iran, elle, adopte une position réellement morale. Mais les États-Unis et Israël la présentent comme terroriste, ou pro-terroriste, ou encore comme soutenant le terrorisme. C'est ainsi que la question est cadrée à l'échelle internationale. C'est pour cette raison que l'Union européenne a classé le Corps des gardiens de la révolution islamique comme organisation terroriste, alors qu'ils n'ont jamais mené d'attentat contre un pays européen, ni contre aucun autre pays de manière vérifiable. Sauf si l'on part du principe que tout ce qui vient d'Iran est terroriste, et que tout ce qu'ils font relève du terrorisme — ce qui, en gros, correspond à la vision de Washington et à l'image qu'Israël veut imposer au reste du monde.

En résumé, Glenn, l'Iran a fait de l'axe de la résistance, de la résistance islamique, quelque chose de bien réel et de toujours vivant. Et en plus de ça, l'Iran s'est désormais hissé, sinon au rang de leader

de l'Oumma mondiale, du moins à un niveau moral très fort. Qui d'autre s'est levé pour défendre les Palestiniens ? Je dirais aussi le Hezbollah, parce que le Hezbollah a attaqué Israël pour détourner une partie des forces israéliennes de Gaza après le sept octobre. C'était un risque énorme, mais ils l'ont fait par principe. Hassan Nasrallah est très clair sur leurs intentions, sur les raisons de leurs actions. Et tout cela n'est pas passé inaperçu dans la communauté musulmane à travers le monde.

Alors, qu'est-ce que ça a permis à l'Iran de faire ? Eh bien, ça leur a permis non seulement de se hisser politiquement dans le monde islamique, mais aussi de renforcer leurs liens avec le Pakistan. Le Pakistan et l'Iran ont beaucoup de points communs. Ce sont tous les deux des républiques islamiques. Ils partagent aussi, d'une certaine manière, une même dynamique intellectuelle née après mille neuf cent soixante-dix-neuf. Une grande partie de cette influence s'est d'ailleurs étendue au Pakistan. Donc, il y a une vraie affinité entre les deux. Le farsi est aussi parlé par beaucoup de gens au Pakistan, ce qui renforce encore ces liens. Mais ce qu'ils ont fait, c'est aller au-delà du simple rôle de leader dans le monde islamique : ils sont devenus une puissance géopolitique à part entière. Et ça, ils l'ont vraiment accompli.

Et ils l'ont mérité en se battant, en tenant tête à tête contre la plus puissante armée conventionnelle du monde, les États-Unis, et sans doute l'une des plus puissantes aussi, Israël. Ils sont toujours debout. Et non seulement ils tiennent encore, mais ils ont, je dirais, inversé le rythme de ce qu'on appelle la domination dans l'escalade, si on veut employer ce terme. Mais clairement, c'est maintenant l'Iran qui trace les lignes rouges. Et c'est l'Iran qui gère le tempo de l'action et de la réaction. Ils l'ont encore fait cette semaine. Il y a eu un moment de calme, puis l'Iran a imposé une ligne rouge concernant Israël et le Liban, et là, tout le monde a réagi.

Eh bien, on sait que les avantages géopolitiques qui en découlent sont impossibles à chiffrer. Je vais vous donner un exemple : la Russie. Quand la Russie est entrée dans la guerre en Syrie, en octobre deux mille quinze, ça a complètement changé la géopolitique du Moyen-Orient. Du jour au lendemain, toutes les grandes décisions devaient passer par Moscou. Ce n'était pas le cas avant. Donc, ça a tout transformé, et le centre de gravité géopolitique a commencé à se déplacer vers l'est. Ensuite, il y a eu la conférence d'Astana. Et au lieu d'avoir lieu à Genève, elle s'est tenue au Kazakhstan. D'autres acteurs se sont impliqués dans la médiation de tout ce processus. Alors, est-ce que ça a été un succès au final ? Non. On peut dire que ça a fonctionné pendant un temps. Ça a stabilisé la situation en Syrie, ce qui a beaucoup contrarié l'OTAN, la Turquie, Israël et la Jordanie, qui conspiraient tous à l'époque pour déstabiliser et renverser le gouvernement de Damas. Finalement, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient, et le drapeau noir flotte aujourd'hui sur Damas.

Mais pendant un certain temps, de deux mille quinze à deux mille vingt-quatre, donc neuf ans, ça a complètement transformé la dynamique géopolitique de la région, pour la première fois depuis des décennies. Et c'est exactement ce qui se passe ici. L'Iran est maintenant dans une position, et très bientôt, je dirais, qu'une des solutions les plus simples à tout ça, alors que les États-Unis tergiversent, ne savent pas vraiment ce qu'ils font, et se laissent tirer par Israël comme en laisse, eh bien, l'Iran est aujourd'hui en position de force pour travailler avec d'autres acteurs comme la Chine,

la Russie, et d'autres pays, afin de contourner complètement les États-Unis et Israël. Parce que s'il doit y avoir un accord négocié concernant le détroit d'Ormuz, il devient de plus en plus douteux que les États-Unis soient capables de le faire, et encore moins d'être un partenaire crédible dans quelque accord que ce soit, puisqu'ils ont été ceux qui ont déclenché la guerre au départ.

Donc, ils sont en quelque sorte disqualifiés. Mais l'Iran, lui, occupe maintenant cette position. Il peut contrôler le rythme des actions et des réactions, et c'est exactement ce qu'il fait. Il l'a montré cette semaine. Et je dirais même — enfin, on peut en parler si vous voulez — qu'il est question d'inclure le Liban dans un accord de cessez-le-feu, et de ce que cela impliquerait, de la façon dont ce mécanisme fonctionnerait. Mais ça aussi, c'est quelque chose qu'un acteur géopolitique crédible, une puissance normative en pleine ascension dans la région, est le seul à pouvoir exiger. Non seulement l'exiger, mais aussi le mettre en œuvre. Et c'est ce qu'on voit en ce moment. Si on avait eu cette conversation avant le vingt-huit février, vous auriez dit : est-ce que c'est possible ? Et beaucoup d'entre nous auraient répondu : probablement pas, j'ai du mal à l'imaginer. Mais c'est en train de se produire. Et pour moi, c'est ça qui est vraiment extraordinaire.

#Glenn

Oui, c'est l'une des conséquences les plus extraordinaires de cette guerre. Non seulement l'Iran peut désormais prendre le contrôle du détroit d'Ormuz et, en gros, ne plus dépendre d'aucun accord de paix, mais il peut aussi s'en servir pour construire sa propre architecture de sécurité régionale. En fait, il peut créer une sorte d'attraction pour tous les pays de la région. Et, ce qui est assez remarquable, c'est qu'il peut même étendre ses garanties de sécurité, ou son parapluie sécuritaire, ou encore sa dissuasion, jusqu'au Liban, qui attaque Israël en réponse à l'attaque contre le Liban. Ça, c'est complètement à l'opposé de ce que font d'habitude les États-Unis et les Israéliens dans la région. Quand ils décident de bombarder un pays — que ce soit la Libye, la Syrie, l'Iran ou l'Irak — ils commencent toujours par isoler totalement ce pays, s'assurent que personne d'autre ne s'en mêle, mettent toutes leurs pièces en place, et ensuite ils frappent le pays et font ce qu'ils veulent.

L'Iran est en train d'étendre sa capacité de dissuasion et de frapper Israël avec tous ces missiles balistiques, en réponse à l'attaque qu'il a subie... C'est exactement ce que je voulais dire. Non seulement cela place l'Iran comme une puissance mondiale, mais ça met aussi beaucoup de pression sur les pays voisins. Parce que, vous voyez, si vous êtes en Turquie... Oui, Erdogan, il parle beaucoup de son soutien aux Palestiniens et tout ça, mais il ne s'opposerait jamais vraiment à Israël de manière concrète — peut-être sur le plan rhétorique, ce qu'il a d'ailleurs fait aujourd'hui, mais pas par des actions. Donc, oui, tout ça peut déclencher une crise politique. On le voit à travers les États arabes, si... enfin, c'est assez extraordinaire de voir ce qu'un an à peine, ou même quelques mois, ont pu produire. Ce doit être la pire défaite stratégique possible pour les États-Unis, si les choses tournent ainsi. Mais bon, juste une dernière question : pouvez-vous préciser ce que vous vouliez dire à propos du Liban ?

#Patrick Henningsen

Oui, absolument. Alors, si on regarde ce qui s'est passé juste après le début de ces trois derniers mois de guerre, l'Iran a fait quelque chose qui, avec le recul, était assez brillant. Ils ont réussi à étendre leur zone d'influence en ripostant contre les pays du CCG, considérés comme co-belligérants, en facilitant les attaques américaines et israéliennes. Et ce que ça a fait, c'est que non seulement leur zone d'influence s'est élargie à l'échelle régionale, mais elle est aussi devenue mondiale. Le monde entier a été entraîné dans le conflit à cause des perturbations dans l'approvisionnement en énergie, puis la fermeture du détroit d'Ormuz a encore aggravé la situation. Ils ont ainsi créé un levier qui leur a permis de frapper bien au-dessus de leur poids, quand on y pense.

Et ils ont aussi complètement détruit une bonne partie de la présence militaire américaine dans le Golfe persique. Maintenant, si on regarde l'histoire, depuis l'époque qui a suivi le Vietnam — mettons le Vietnam de côté — les États-Unis ont perdu plus d'avions à voilure fixe au cours des trois derniers mois que jamais auparavant. Et j'ajoute à cela l'aventure au Yémen de l'an dernier, parce que pour moi, ça fait partie du même conflit. On parle de plus de soixante-quinze appareils, peut-être même davantage d'ici la fin de la semaine. Et c'est à peu près l'équivalent de ce que les États-Unis ont perdu en avions — sans compter les hélicoptères, uniquement les avions — pendant les deux guerres d'Irak, celle du Golfe au début des années quatre-vingt-dix et celle de deux mille trois à deux mille dix. Alors, réfléchissez à ça.

En à peine trois mois, des pertes d'avions record pour les États-Unis. Un nombre inédit de bases devenues inopérantes ou inutilisables. Et ce n'est pas tout : ces bases attirent désormais le feu sur les pays qu'elles étaient censées protéger. C'était ça, le système de protection. C'était l'argument de vente des États-Unis. C'est incroyable. C'est un renversement total en termes d'influence, de puissance et de rapport de force. Ce tournant a mondialisé le conflit et, d'une certaine manière, il a amené le monde à l'Iran. Maintenant, avec le Liban, cela élargit encore la zone d'influence régionale de l'Iran. Seule une puissance normative peut tracer une ligne rouge morale. Et cette ligne rouge morale, c'est Israël qui attaque et tue des civils à Gaza, au Sud-Liban, et aussi en Iran.

Alors, quand on est frappés en Iran par une agression israélienne ou américaine, et qu'ils tuent nos filles dans les écoles, c'est une blessure morale profonde. Il faut que ça cesse. C'est contraire non seulement au droit international, mais nous allons le faire respecter. C'est la première chose. Ils ont tracé une ligne rouge, puis ils l'ont fait respecter. Et ça met aussi fin à cette compartimentation dont tu parlais, Glenn, cette idée que les États-Unis et Israël veulent séparer tous ces différents foyers pour qu'ils ne soient pas reliés entre eux. Ce que l'Iran a fait, c'est justement briser cette compartimentation, pour que tout soit désormais traité de manière globale. Le mécanisme n'est pas évident, mais on peut le voir maintenant, après les réactions d'Israël.

Le mécanisme, c'est qu'en fait, l'Iran ne veut pas permettre à Israël d'utiliser les civils comme moyen de pression contre lui dans les négociations. Et Israël a fait la chose la plus stupide possible : après les derniers missiles tombés il y a quelques jours, ils ont coupé l'aide vers Gaza. Ça, c'est une

justification totale de la position iranienne. Et ensuite, Bezalel Smotrich, le ministre des Finances, menace en disant qu'il faut raser un immeuble à Beyrouth pour chaque missile tiré par l'Iran. Qu'il faut détruire un immeuble dans le sud de Beyrouth. Et puis, Ben-Gvir dit qu'il faut enlever des femmes et des enfants.

Pour démoraliser le Hezbollah et les Iraniens, pour qu'ils arrêtent ce qu'ils font. Israël a donc présenté toutes les preuves, le dossier complet. Point final. Et je vais même aller plus loin. C'est dire à quel point la situation devient folle pour Israël. Ils viennent d'annoncer que le Commandement du Front intérieur, dans le nord du pays, a décidé de rouvrir les écoles. Ils veulent que les enfants reprennent les cours cette semaine. Vous vous rendez compte ? En fait, ils créent une situation de bouclier humain, voire ils utilisent leurs enfants comme chair à canon, alors même que les tensions sont extrêmement fortes.

Pour moi, c'est extrêmement risqué. Franchement, je me demande quelles sont leurs vraies motivations derrière ça. On voit à quel point ils deviennent désespérés. Mais tout ça, c'est la capacité de l'Iran à imposer des normes. Ils arrivent au moins à... regardez l'interaction, regardez le conflit que ça a créé entre les États-Unis et Israël. Ils ont réussi à provoquer des tensions politiques entre deux ennemis qui sont censés être les meilleurs alliés. Et ça, c'est un autre niveau de... on peut dire de génie, ou simplement ce que des puissances normatives sont capables de faire. Parce que l'Iran, oui, a du pouvoir. Et ils le montrent. Ce n'est pas seulement un pouvoir militaire, c'est aussi un pouvoir politique. Et c'est la combinaison de tout ça.

C'est pour ça, je pense, que les tueries et les destructions au Liban, dans le sud du Liban, à Gaza, en Iran, et ailleurs dans la région... tout ça est maintenant observé par le monde entier. Voyez, si l'Iran reste ferme, si le Liban montrait une vraie solidarité entre les différentes factions confessionnelles et le Hezbollah, ils pourraient, avec leurs alliés, résister à Israël et obtenir un soutien politique de l'Europe. Mais comme les États-Unis et l'Arabie saoudite ont réussi à diviser ce pays, ils ne peuvent pas le faire. En revanche, si l'Iran maintient ses lignes rouges, tôt ou tard, les pays européens et d'autres nations commenceront à reprocher à Israël l'échec de toute négociation de paix. Il faut simplement rester ferme. Et tant que l'Iran le fera, je pense que cette stratégie finira par l'emporter à long terme.

#Glenn

Pour tous ceux qui, vous savez, étaient à l'université au début des années deux mille, que ce soit pour étudier ou enseigner les relations internationales, un thème central, c'était toujours le « soft power » américain. Les États-Unis n'avaient pas besoin de dominer par la force militaire. Bien sûr, une partie de cette influence s'est affaiblie en deux mille trois avec l'Irak, mais, dans l'ensemble, les États-Unis restaient cette force culturelle, cette sorte de gravité qui attirait le monde entier vers eux. Et l'Union européenne, elle, était une puissance normative : ses valeurs, ses règles, c'était ça qui faisait son attrait. Mais regardez comment les choses ont changé aujourd'hui. On entend des chanceliers allemands dire que les Israéliens font le sale boulot à leur place, soutenir des attaques

contre des réacteurs nucléaires, appuyer un génocide, et maintenant envisager de renvoyer certains réfugiés ukrainiens pour remplir les tranchées de leur guerre par procuration, alors qu'ils repartent en guerre contre la Russie.

Je veux dire, les États-Unis, c'est... c'est vraiment extraordinaire. Et l'Iran... enfin, quand j'étais plus jeune, personne ne pouvait dire un mot positif sur ce pays. C'était l'un des pays les plus diabolisés au monde. Aujourd'hui, comme vous l'avez dit, non seulement ils deviennent un point central dans le monde islamique, mais encore une fois, j'en ai parlé hier soir avec le colonel Douglas MacGregor. Il faisait un peu le même constat que vous. Il disait qu'en fait, l'Iran est en train de devenir le leader du monde islamique. Et pas seulement ça : il y a maintenant, partout dans le monde, des gens qui voient l'Iran d'une manière totalement différente d'il y a seulement quelques années. C'est... franchement, c'est extraordinaire.

#Patrick Henningsen

Je pense que la façon dont les Russes et les Chinois perçoivent l'Iran a complètement changé. Parce que l'Iran s'est engagé dans une guerre contre les États-Unis, une vraie guerre, totale. Et la Russie, elle, ne l'a jamais fait, même pas à l'époque de l'Union soviétique. Donc, d'une certaine manière, l'Iran se retrouve au sommet de la résistance mondiale, et c'est assez incroyable quand on y réfléchit. Et au fond, les guerres, quelles qu'elles soient, se gagnent souvent autant, voire plus, sur le plan économique que sur le plan militaire, surtout à long terme. Et comme vous le disiez, à une époque, l'Union européenne avait ce pouvoir d'attraction. C'était le plus grand marché du monde, en termes de PIB, il y a quoi... quinze ans peut-être ? L'UE était le plus grand marché unique, celui auquel tout le monde voulait avoir accès. Du coup, elle pouvait imposer beaucoup de choses. Elle pouvait même projeter sa politique étrangère en Afrique, parce que ces pays africains voulaient cet accès. Et donc, ils devaient se conformer à l'équivalent de ce qu'on appelle aujourd'hui les critères ESG.

Les critères ESG, ce sont en quelque sorte des normes sociales, économiques et politiques, disons, de type « woke », qu'il faut respecter pour accéder au marché européen. Et tout à coup, ce système-là s'est retourné contre lui-même en Europe. Du coup, les capitaux ne vont plus vers l'Europe, ils partent vers l'Est. Et aujourd'hui, la Chine est l'endroit le plus sûr et le plus stable pour placer les capitaux mondiaux. Ça veut dire que tous ceux qui sont alignés avec ce côté-là du paradigme finiront, à long terme, par l'emporter. Et l'Iran, lui, est clairement ancré vers l'Est.

Je pense que c'est à peu près inévitable, à moins que l'Europe ne sorte la tête du sable... ou plutôt, qu'elle ne sorte de sa folie. Sinon, la situation ne changera pas, et ces tendances vont simplement continuer. Et ce n'est pas bon. Ce n'est pas bon pour l'Europe ni pour l'Occident. Oui, mais malheureusement, Glenn, il y a beaucoup de risques sur la route devant nous en ce moment. Et si leurs promesses de guerre avec la Russie d'ici deux mille vingt-neuf ou deux mille trente se réalisent, peu importe la date exacte, si c'est bien la direction que prennent les choses et que c'est un fait accompli, alors on va avoir de gros problèmes. Mais au final, il sera impossible d'inverser ces tendances économiques et géopolitiques, qui sont très, très claires.

#Glenn

Oui. Eh bien, je pense que c'est justement l'un des problèmes essentiels. Pendant qu'on avançait à toute vitesse avec ces politiques horribles, autodestructrices, et, je dirais, anti-occidentales, la raison pour laquelle il n'y a pas eu de retour en arrière, pas de correction de trajectoire, ni même d'évaluation critique, c'est qu'elles ont toutes, ironiquement, été présentées sous cette grande bannière du "pro-occidental", "pro-démocratie" et "droits de l'homme". Donc, si vous vous opposez à ces politiques — encore une fois, à ce qui a été fait en Ukraine, contre l'Iran, à la guerre là-bas — alors vous êtes du côté de l'ennemi, vous êtes anti-occidental. Mais encore une fois, c'est incroyable de voir les dégâts qu'un mauvais journalisme peut faire. Je suis donc vraiment content du travail que vous faites, et je recommande à tout le monde de vous suivre. D'ailleurs, où est-ce que les gens peuvent vous suivre ?

#Patrick Henningsen

Eh bien, je te passerai quelques liens après, par e-mail ou dans le chat. Mais clairement, 21st Century Wire, c'est notre principale plateforme, que j'ai fondée en deux mille neuf. J'ai aussi une page sur Substack, ainsi qu'une chaîne YouTube, 21st Century Wire TV. Donc je t'enverrai tout ça, Glenn. J'ai vraiment apprécié notre conversation aujourd'hui.

#Glenn

Oui. Oui, et je les mettrai dans la description. Merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Patrick Henningsen

Avec plaisir.